



Les Français et leur pouvoir d'achat

Retour sur la séquence automne 2007- hiver2008

22 Février 2008

Contact Ifop: Yves-Marie Cann - yves-marie.cann@ifop.com



1 La méthodologie



Note méthodologique

Les données présentées dans les pages suivantes sont issues des études suivantes réalisées par l'Ifop :

Le Tableau de bord politique

Étude quantitative réalisée chaque mois pour *Paris Match* auprès d'un échantillon de 1000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Depuis novembre 2003, ce baromètre présente différents aspects tels que : une mesure de la popularité de l'exécutif, une mesure de l'opposition, « en terme de crédibilité » équilibrant celle de l'exécutif, une mesure de l'écho dans l'opinion du débat politique en France (conversations des Français), un répertoire de la popularité de plus de 50 personnalités politiques, une hiérarchisation des grands leaders politiques et des enjeux prioritaires pour la France.

Le Baromètre Politique Français (2006-2007) CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur

Les données du BFP 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le Ministère du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 s'est déroulé en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007 réalisées par l'IFOP.

Enquête post électorale présidentielle 2007 CEVIPOF-Ministère de l'Intérieur

Les données de l'Enquête post électorale présidentielle 2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. L'enquête a été réalisée par l'IFOP. Échantillon de 4006 personnes, représentatif de la population française inscrite sur les listes électorales, âgée de 18 ans et plus. Terrain d'enquête du 9 au 23 mai 2007.

Les Français et leur pouvoir d'achat

Enquête Ifop pour *Acteurs Publics* réalisée le 15 janvier 2007 auprès d'un échantillon national représentatif de 963 personnes âgées de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas.

Les Français et l'évolution de leur pouvoir d'achat

Enquête Ifop pour *Dimanche Ouest France* réalisée les 22 et 23 novembre 2007 auprès d'un échantillon national représentatif de 964 personnes âgées de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas.



2 L'étude



Le dernier trimestre de l'année 2007 et le début de l'année 2008 ont été marqués par la spectaculaire résurgence de la thématique du pouvoir d'achat au détriment de l'emploi. L'Ifop propose d'analyser ici plus en détail cette inversion des priorités observée chez les Français. Les enseignements présentés ci-après s'appuient sur les résultats de plusieurs enquêtes menées par notre institut et apportent sur ce phénomène de précieux enseignements.

Certes, les préoccupations des Français concernant la hausse des prix, la vie chère et le pouvoir d'achat ne constituent pas un phénomène récent. L'augmentation des prix consécutive à la mise en circulation de l'Euro, celle de l'immobilier ou des matières premières, dont le pétrole, ces dernières années ont, du point de vue des Français, contribué à la dégradation de leur pouvoir d'achat dans un contexte de modération salariale. En janvier 2007, près de six Français sur dix (59%) interrogés pour *Acteurs Publics* percevaient, au cours des douze mois ayant précédé le terrain d'enquête, une baisse de leur pouvoir d'achat. *A contrario*, près d'un quart (24%) déclaraient qu'il était resté stable et moins d'un cinquième (17%) affirmaient qu'il avait augmenté. Une seconde enquête réalisée pour *Dimanche Ouest France* en novembre 2007 mettait à jour un durcissement des perceptions, le sentiment d'une dégradation du pouvoir d'achat étant désormais partagé par 65% (+6 points) des personnes interrogées.

En revanche, le fort degré de priorité accordé à cet enjeu s'avère nettement plus soudain, par comparaison avec l'importance donnée jusqu'à très récemment à l'emploi. Lors de la première enquête du Baromètre Politique Français réalisée par l'Ifop pour le CEVIPOF (Centre de Recherches Politiques de Science Po) et le Ministère de l'Intérieur au printemps 2006, seules 10% des personnes interrogées citaient la hausse des prix comme le problème jugé le plus important pour la France, contre 38% pour l'emploi. Un an plus tard, à l'issue d'une campagne présidentielle marquée par l'appropriation de cette thématique par de nombreux candidats et en particulier le futur président de la République, les résultats de l'enquête post-électorale de l'Ifop pour le CEVIPOF et le Ministère de l'Intérieur n'enregistraient aucune évolution notable dans la hiérarchie des priorités des Français, l'emploi (36%) devançant toujours aussi nettement la hausse des prix (9%).



Encore plus récemment, en septembre et octobre 2007, le pouvoir d'achat arrivait systématiquement en seconde position dans un nouvel indicateur de suivi du problème prioritaire en France (Figure1). A la rentrée 2007, un quart des personnes interrogées par l'Ifop pour Paris Match dans le cadre de son Tableau de bord politique mensuel citaient cet enjeu, nettement devancé de plusieurs points par l'emploi (34%). Trois mois plus tard, les résultats de l'enquête de novembre attestaient d'une inversion spectaculaire des priorités des Français, le pouvoir d'achat devançant l'emploi de 9 points (respectivement 37% contre 28% des citations).

Les résultats plus récents du Tableau de bord politique Ifop pour Paris Match réalisé les 31 janvier et 1er février 2008 (Figure 1) confirment et amplifient encore ce phénomène : 41% des Français désignent désormais le pouvoir d'achat comme priorité contre « seulement » 23% pour l'emploi (soit un différentiel de 18 points entre ces deux enjeux).

Au delà de ces indicateurs visant à mesurer objectivement l'importance du pouvoir d'achat pour les Français, d'autres données, plus subjectives, attestent de la montée en puissance de cette thématique et, parallèlement, de la moindre importance accordée à l'emploi dans un contexte marqué par la décrue du chômage. Le tableau de bord politique Ifop pour Paris-Match comprend ainsi une question originale élaborée par Jean-Luc Parodi sur les conversations des Français. Testée par l'Ifop depuis près de deux ans, la diminution du nombre des chômeurs suscite des niveaux de conversations moyens, qui plus est en net recul ces derniers mois : 52% pour la baisse du nombre de demandeurs d'emploi de décembre 2006, 38% pour la baisse du chômage en mai/juin, 30% pour celle de décembre 2007...

Parallèlement, les sujets économiques et sociaux concernant directement ou potentiellement les Français apparaissent nettement dans les conversations. Dans ce cadre, la montée de la thématique du pouvoir d'achat, déjà très présente dans les conversations en 2005 et 2006 est devenue particulièrement visible. Dès qu'un thème recèle une dimension ayant trait à la hausse des prix, au coût de la vie ou à la vie chère, celui-ci bénéficie d'une « prime à la conversation ».



Ce fut le cas récemment des achats pour les fêtes de fin d'année (73%), de la hausse du prix du gaz (66%) ou du projet de déduction fiscale des intérêts d'emprunt immobilier (66% en mai/juin), voire la grève des marins pêcheurs contre la hausse du prix du gazole (75% en novembre). A cet égard, il est frappant de constater que les thèmes concernant Nicolas Sarkozy et ayant fait l'objet des niveaux de conversations les plus élevés ont trait à la question du pouvoir d'achat : le salaire du Président de la République (65% en novembre), les mesures annoncées par Nicolas Sarkozy sur le pouvoir d'achat (70% en décembre).

Ces résultats attestent de l'intérêt particulièrement élevé des Français pour les questions liées au pouvoir d'achat, sans doute favorisé par les promesses électorales de Nicolas Sarkozy, l'adoption de nombreuses mesures dont les premiers effets tarderaient à se faire ressentir et un contexte économique incertain.

Toutefois, la progression de la sensibilité des Français à ce problème varie sensiblement d'une catégorie socioprofessionnelle à une autre (Figure 2). En septembre 2007, l'importance accordée au pouvoir d'achat enregistrait des scores relativement proches auprès des cadres et des professions libérales (22%), des retraités (24%) et des ouvriers (29%), chacune de ces catégories socioprofessionnelles plaçant l'emploi en tête de leurs priorités. En ce début d'année 2008, 46% des ouvriers citent le pouvoir d'achat, de même que 40% des retraités et 30% des cadres et professions libérales. L'importance accordée au pouvoir d'achat progresse bien au sein de l'ensemble de ces catégories mais avec davantage de force parmi les catégories populaires (+17 points) et les personnes à la retraite (+16 points) que parmi les catégories sociales supérieures (+8 points).

Ces fortes évolutions observées parmi les catégories populaires et les retraités (*) s'expliquent très probablement par leur difficulté à vivre des revenus de leurs foyer. Ainsi, les résultats de l'enquête post-électorale réalisée par l'Ifop pour le CEVIPOF et le Ministère de l'Intérieur à l'issue de l'élection présidentielle indiquaient que 63% des ouvriers (de même 64% des employés) et 50% des retraités affirmaient vivre « très difficilement » ou « difficilement » des revenus de leur foyer contre seulement 29% des cadres et des professions libérales.

^(*) Employés, ouvriers et retraités représentent 60% de la population française âgée de 15 ans et plus (Source : Enquête Emploi INSEE 2005)



Parallèlement, si la sensibilité au pouvoir d'achat a, dans un premier temps, été principalement du ressort des Français résidant en milieu urbain, sans doute sous l'effet de la hausse des prix de l'immobilier, on s'aperçoit que la forte progression de cet enjeu parmi les priorités désignées par les Français ces derniers mois est davantage le fait de ceux résidant dans un espace à dominante rurale (Figure 3). 44% de ces derniers placent désormais le pouvoir d'achat en tête de leurs priorités pour le pays, soit une progression de 27 points en six mois. Dans le même temps, cette progression n'est « que » de 14 points en milieu urbain.

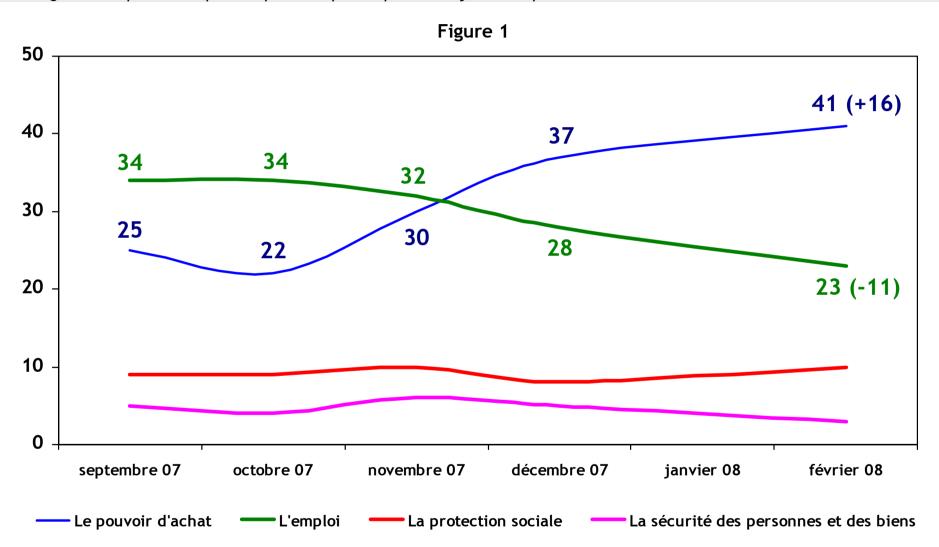
Enfin, fait particulièrement intéressant, la montée de la thématique du pouvoir d'achat parmi les priorités des Français impacte de façon équivalente la gauche et la droite (Figure 4), les sympathisants des deux principaux camps politiques français manifestant une communauté de jugements particulièrement frappante à cet égard.

Ceci se vérifie également à un niveau plus détaillé auprès des sympathisants du Parti socialiste et ceux de l'UMP, les premiers manifestant un degré de priorité à peine plus élevé (4 points en septembre-octobre 2007 et janvier-février 2008) que les seconds à l'occasion de chacune des vagues d'enquête réalisées (Figure 5) dans le cadre du Tableau de bord politique Ifop-Paris Match. En revanche, les Français se déclarant politiquement proches du Mouvement Démocrate se distinguent du reste de la population par la plus forte sensibilité au pouvoir d'achat : 51% le désignent comme priorité pour la France, en progression de 26 points sur six mois contre 15 points au Parti socialiste et à l'UMP.

Les tensions apparues en matière de pouvoir d'achat ces derniers mois et désormais exprimées avec force par les Français apparaissent donc particulièrement solides car profondément ancrées dans le vécu de la population, en particulier parmi les segments les plus exposés aux aléas économiques mais au-delà également. Il est également frappant de constater que l'attachement partisan influe peu - voire pas du tout - sur les perceptions exprimées. La priorité donnée à cet enjeu par les Français s'avère par conséquent durable.

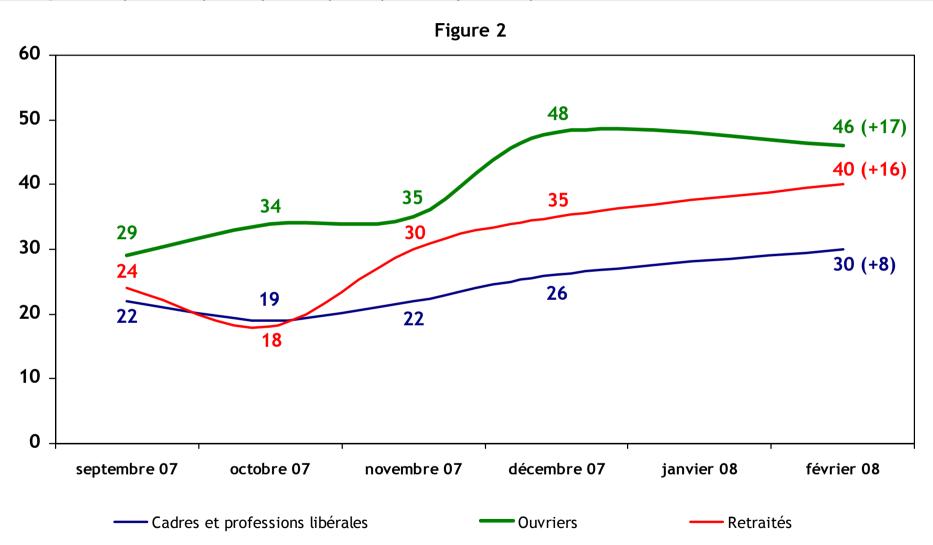


Les Français et leur pouvoir d'achat L'évolution de la priorité donnée au pouvoir d'achat et à l'emploi





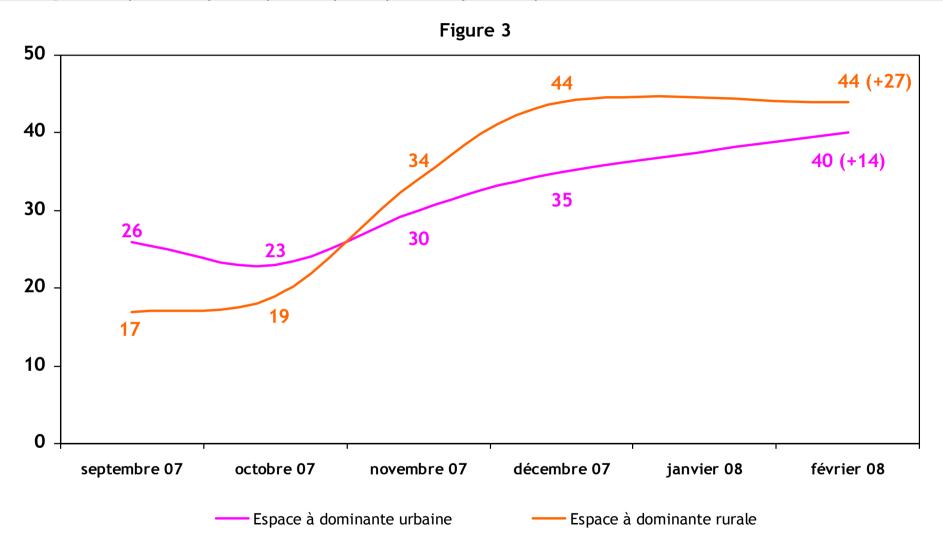
Évolution de la priorité accordée au pouvoir d'achat selon la catégorie socioprofessionnelle du chef de ménage





Évolution de la priorité accordée au pouvoir d'achat selon le territoire

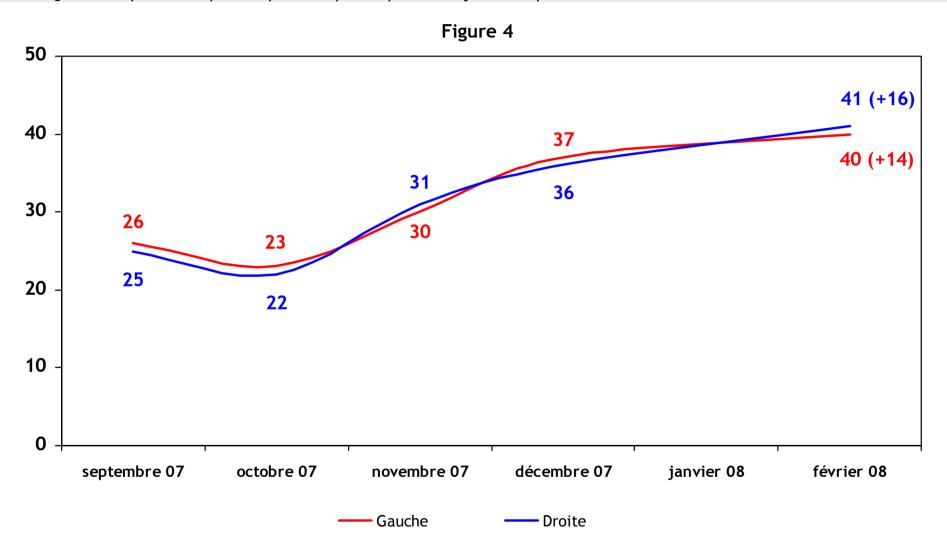
Question: Quel est le problème qui vous paraît le plus important aujourd'hui pour la France?



Source: Tableau de bord politique Ifop pour Paris Match



Évolution de la priorité accordée au pouvoir d'achat selon la préférence partisane





Évolution de la priorité accordée au pouvoir d'achat selon la préférence partisane

